

AGRICULTURE DE PRÉCISION

Ossature pour entreprise efficiente

Photo: François Pinard



Simon Guilmette des Vivaces Saint-Bonaventure

Imaginez une entreprise qui compte un catalogue de 400, 500 ou 600 variétés de plantes destinées à autant de clients selon un calendrier de livraison serré et des conditions de production diversifiées. Maintenant, pensez que ce casse-tête forme le quotidien de deux ou trois personnes, quand ce n'est pas d'une seule.

PAR GILLES DROUIN

Seriez-vous alors surpris d'apprendre que cette entreprise a un taux de perte d'environ 30%? Que son propriétaire puisse seulement vous dire qu'il a vendu 5 000 plantes vertes en pots de 10 pouces, sans pouvoir décortiquer ses ventes selon les espèces?

C'est pourtant le lot de plusieurs entreprises d'horticulture ornementale au Québec. « La production horticole est très complexe, remarque Alain Beauséjour. Nous travaillons avec le vivant et il y a une multitude de données à considérer afin de bien gérer l'entreprise. Pour être plus efficaces, nous avons besoin d'outils. C'est ce qui m'a incité à travailler à la mise au point d'une solution informatique. »

Lui-même propriétaire d'une petite entreprise horticole familiale, les Jardins

Beauséjour, Alain Beauséjour a consacré beaucoup de temps à concevoir le progiciel de gestion Hortilogic, mis en marché par Biotic Solution. Il a travaillé en collaboration avec l'Institut québécois de développement de l'horticulture ornementale puis avec la firme CDID située à Saint-Georges de Beauce afin de mettre au point le progiciel.

Gestion de précision

Hortilogic est ce que l'on appelle un progiciel de gestion intégré (mieux connu sous l'acronyme anglais ERP), plus commun dans les entreprises manufacturières. Il comprend plusieurs applications reliées les unes aux autres qui permettent de gérer tous les aspects d'une entreprise: production, relations avec les clients, livraison,

comptabilité, gestion des ressources humaines, paie et ainsi de suite.

Adapté au secteur horticole, Hortilogic présente toutes les caractéristiques générales d'un logiciel ERP. Outre les aspects administratifs, le progiciel peut couvrir tous les ensembles de la production horticole, du semis à la livraison de la plante, en passant par l'attribution de codes barres à chaque plant avec le prix du détaillant, la gestion des relations avec les clients et de l'inventaire et même un calendrier d'entretien des plants une fois livrés chez le client. Conçu sur une plateforme Web, le système de gestion est accessible partout où se trouve une connexion Internet.

Structurer l'entreprise

Comme tout logiciel de type ERP, il est conçu de façon modulaire, ce qui permet de l'appliquer de façon progressive si nécessaire. Heureusement, car il faut comprendre que l'implantation d'un tel logiciel nécessite du temps et des efforts. « Utiliser un système de gestion intégré est un investissement en temps et en argent très important dans la vie d'une entreprise », reconnaît Alain Beauséjour.

Hortilogic a un effet structurant sur l'entreprise et c'est ce qui explique en bonne partie le temps et l'énergie qu'il faut mettre à son implantation. Le logiciel impose en quelque sorte une marche à suivre. « Il propose une architecture fixe dont toutes les parties sont intégrées », explique Alain Beauséjour.

Structurer pour mieux performer

« Chaque module nous amène à mieux structurer nos activités, témoigne Simon Guilmette, propriétaire des Vivaces Saint-Bonaventure, à Saint-Bonaventure, près de Drummondville. Il faut réfléchir à nos façons de faire et il y a beaucoup de modifications à apporter pour adapter l'entreprise au progiciel. Les incohérences ne sont pas permises. »

En 2006, Simon Guilmette a commencé par appliquer les modules de comptabilité générale, ainsi que l'inventaire et la gestion

des ventes, incluant la facturation. « À la base, ce sont des applications semblables à celles d'un logiciel de comptabilité, mentionne-t-il. Toutefois, avec le soutien technique des gens de CDID, nous avons personnalisé notre approche avec un étiquetage sur mesure pour chaque client et chaque commande. » L'entreprise a ainsi réglé un premier problème de gestion des

données. « Nous avons un produit différencié et adapté à chaque client », ajoute Simon Guilmette.

Les prochaines étapes de l'implantation porteront sur la gestion de la production, la principale raison de l'investissement dans Hortilogic. « C'est la partie la plus difficile car il y a beaucoup d'éléments à considérer », remarque Simon Guilmette, dont l'entreprise

produit quelque 600 variétés de plants, donc 600 recettes. Les efforts commencent à porter fruit. « S'il y a eu des moments de découragement, remarque Simon Guilmette, nous sentons que la solution informatique contribue à améliorer notre entreprise, à passer d'un stade plus artisanal à celui d'une entreprise mieux structurée et plus efficace. »

Un « employé » précis et fiable

Louis Bourdeau était aux prises avec une situation que connaissent bien des producteurs. « Je venais de perdre les services de mon employé et je cherchais une solution pour ne pas avoir à consacrer autant de temps à la traite », raconte le producteur laitier de Saint-Urbain-Premier, en Montérégie.

Lors d'une exposition agricole en 2010, il voit Roboleo, un nouveau type de robot trayeur mis au point par l'entreprise québécoise Milkomax. Calculatrice en main et conseillers autour de lui, Louis Bourdeau a conclu que l'investissement valait le coup, non sans avoir visité le seul autre producteur laitier québécois à posséder un tel robot à l'époque.

Plus qu'une simple traite

Plusieurs producteurs laitiers connaissent déjà les robots trayeurs qui sont installés dans des bâtiments à stabulation libre. Les vaches se déplacent vers un site de traite automatisée dont l'accès est contrôlé. Avec le Roboleo de Milkomax, la situation s'inverse. C'est le robot trayeur qui se déplace sur des rails le long de l'allée centrale de l'étable derrière les animaux.

Pour chaque vache, il nettoie le plancher derrière elle, puis il avance deux rouleaux de contention qui saisissent doucement l'animal à la hauteur des épaules et l'incitent à reculer pour que ses trayons soient à la portée du trayeur proprement dit. Le robot identifie l'animal, nettoie les trayons, installe les gobelets trayeurs, procède à la traite puis il baigne les trayons avant de libérer la vache. « Au début, prévient le producteur, les vaches réagissent un peu, mais elles s'habituent rapidement et finissent par reculer sans effort. »

Le travail du robot ne se limite pas à la traite. Après avoir transféré le lait au réservoir de la ferme, il enregistre le rendement donné par chaque vache. « Je suis en communication constante avec le robot par l'entremise de mon iPhone, mentionne Louis Bourdeau. Je sais immédiatement s'il y a un problème avec une vache et je peux prendre connaissance des données enregistrées par le robot transmises aussi à l'ordinateur de la maison et de l'étable. »

Roboleo est aussi en mesure de repérer les vaches qui ont des problèmes. Il analyse le rendement de chaque vache et détecte les variations significatives. Il possède l'équipement nécessaire pour mesurer la conductivité électrique du lait dont la variation signale des infections. Il est doté d'un capteur de la couleur et de la chaleur du lait qui rend possibles la détection du sang dans le lait et la mammité clinique.

La traite est précise. « Dès qu'un trayon ne donne plus de lait, explique le producteur, le robot enlève le gobelet, ce qui élimine les



Photo: Pierre Thérioux

risques de « surtraite ». La qualité de la traite est donc améliorée par le fait même. »

La présence du robot trayeur permet surtout à Louis Bourdeau de consacrer beaucoup plus de temps à la gestion du troupeau, dont l'amélioration de la génétique pour ultimement avoir des animaux plus productifs et mieux adaptés à cette technologie. « Il est possible de sélectionner des taureaux en fonction de la vitesse de traite des femelles de sa descendance, mentionne-t-il. Le but de l'acquisition du robot est de passer éventuellement à trois traites par jour, ce qui sera possible en réduisant le nombre de vaches qui seront plus productives. L'installation du robot est récente et il a bien fallu consacrer du temps au rodage, mais, conclut Louis Bourdeau, à moyen et à long terme, je ferai donc des gains importants de productivité. »



Louis Bourdeau

RÉDUIRE LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE

Granules tropicales

Dans les 4 600 mètres carrés des serres de Flora Park, à Sherrington, poussent orchidées et violettes africaines. Un système de chauffage à l'eau maintient une température oscillant entre 18 et 20°C, 365 jours par année. L'ensemble impressionne sous les latitudes québécoises, mais il y a un prix à payer pour maintenir les tropiques au Québec.

La facture énergétique d'une telle production horticole en serre peut facilement représenter de 25 % à 30 % des coûts totaux d'exploitation. «Après les coûts de main-d'œuvre, c'est notre dépense la plus importante», précise Louis Van Cauwenberge, le propriétaire des serres situées à Sherrington. Inutile de dire qu'il est constamment à l'affût des moyens de réduire cette facture. Toutefois, l'histoire de Flora Park montre que la recherche d'une meilleure efficacité énergétique n'est pas nécessairement un pique-nique.

À l'origine, une chaudière utilisant de l'électricité assurait l'approvisionnement en eau chaude du système de chauffage. «Nous avons ajouté l'huile comme deuxième source d'énergie afin d'avoir un système d'appoint ou en cas de panne d'électricité», mentionne le producteur. L'électricité s'avérait une source relativement moins coûteuse en raison du tarif biénergie appliqué aux producteurs en serres. Toutefois, Hydro-Québec ayant aboli ce tarif, l'électricité devenait une source énergétique moins avantageuse.

Après avoir écarté le gaz naturel, trop cher en raison de la distance qui sépare les serres du réseau de Gaz Métro, les serres Flora Park ont choisi la biomasse. Depuis 2006, la fournaise brûle des granules de bois afin de produire l'eau chaude nécessaire. Le système à l'huile ainsi que l'électricité demeurent comme systèmes d'urgence ou d'appoint.

Des grains de sable

«Selon les prévisions effectuées par un ingénieur, raconte Louis Van Cauwenberge, nous aurions dû rentabiliser notre investissement en quatre ans. Or, en 2011, j'estime à environ 50 % mon retour sur l'investissement.» En effet, quelques grains de sable, au sens littéral, se sont introduits dans l'implantation du système de chauffage à granules de bois.



Photo : François de Lorimier

Louis Van Cauwenberge de Flora Park

«Il faut bien faire ses calculs avant de choisir une source de chauffage parce qu'il n'y a pas de formule magique.»

– Louis Van Cauwenberge

«Au début, explique le producteur en serres, nous achetions des granules d'un fournisseur qui s'approvisionnait à même des résidus forestiers récoltés dans la forêt. Il a fallu un certain temps avant de comprendre que ces granules contenaient de la terre et du sable, ce qui nuisait à la combustion tout en causant la formation d'un important dépôt à l'intérieur de la fournaise.»

Après quelques recherches, il a trouvé un meilleur fournisseur offrant des granules de bonne qualité faits à partir de troncs d'arbres pulvérisés, sans résidus. «Malgré cela, ajoute M. Van Cauwenberge, il faut nettoyer la

fournaise tous les jours ou presque durant l'hiver.» En plus, le prix des granules a augmenté, contrairement aux hypothèses de départ, allongeant encore plus la période de retour sur l'investissement.

«L'avenir me dira si j'ai fait un bon choix en optant pour les granules, estime Louis Van Cauwenberge. C'est d'autant plus difficile à évaluer que le secteur de l'horticulture ornementale du Québec est en difficulté, en raison de la hausse des produits d'importation et de la baisse de la consommation.»

«Nous apprenons à utiliser ce type de chauffage, conclut le producteur. Le système fonctionne mieux et nous économisons sur la facture énergétique. Compte tenu de l'important investissement nécessaire, c'est un système qui peut être avantageux si vous avez besoin de chauffer toute l'année, mais il reste que le tout sera plus coûteux que prévu. Il faut bien faire ses calculs avant de choisir une source de chauffage parce qu'il n'y a pas de formule magique.»

Améliorer la rentabilité de la ferme

Pourquoi payez-vous une facture d'énergie si élevée? Vos équipements sont-ils désuets? Utilisez-vous inefficacement votre machinerie? Y a-t-il des moyens simples de consommer moins d'énergie, donc d'améliorer la rentabilité de la ferme? Si vous êtes incapables de répondre à ces questions, peut-être seriez-vous un bon candidat pour un audit énergétique.

L'audit énergétique est une analyse des caractéristiques de la consommation d'énergie de votre entreprise. Dans un premier temps, un expert visite l'entreprise afin de dresser le portrait de la consommation énergétique, de repérer des sources de gaspillage et de trouver des pistes de solutions. Il examine, entre autres, les équipements électriques comme la ventilation, les factures d'énergie et les principaux postes de consommation. Cette visite à la ferme peut durer une ou deux heures.

L'expert rédige ensuite un rapport qui comprend une analyse économique de la rentabilité potentielle des mesures de réduction en fonction de la nature de l'entreprise. Puis il fait des recommandations au producteur en fonction des investissements à prévoir et du retour sur l'investissement et rencontre ce dernier pour en discuter.

«L'audit énergétique n'est pas une fin en soi, remarque l'ingénieure Geneviève Bélanger, chargée de projet au Bureau de l'efficacité énergétique du ministère des Ressources naturelles et de la Faune. C'est un point de départ pour amener le producteur à utiliser de manière plus efficace

l'énergie par l'adoption d'une série de mesures, souvent relativement simples et peu coûteuses.»

Les producteurs ont des pratiques qui ont un effet sur la consommation d'énergie, même s'il ne s'agit pas de l'objectif premier. Un exemple simple est l'utilisation de tapis chauffants dans les installations porcines plutôt que de lampes à l'infrarouge. Le tapis favorise la production de lait de la truie tout en réduisant le taux de mortalité. Il se traduit aussi par une baisse du coût énergétique. Le semis direct est une autre technique de production qui donne lieu à des économies d'énergie tout en ayant un effet sur la productivité.

Intérêt financier

L'audit met de côté le hasard. Le producteur obtient une évaluation de sa situation ainsi qu'une liste de mesures concrètes. L'intérêt, pour le producteur, est d'abord financier puisque chaque mesure de réduction de la consommation d'énergie se traduit tôt ou tard en économie.

Ce n'est pas que le secteur agricole québécois soit un grand consommateur d'énergie. La consommation varie évidemment en fonction des types de productions, mais le secteur dans son ensemble représente environ 2,2 % du bilan de consommation énergétique du Québec en 2005. Toutefois, tout producteur sait qu'un dollar épargné sur les intrants de la ferme est un dollar de profit de plus.

Une démarche rentable

L'Union des producteurs agricoles (UPA) a demandé au groupe AGÉCO et à Agrinova de réaliser une étude pour évaluer la rentabilité d'un audit énergétique. L'évaluation, à laquelle Geneviève Bélanger a collaboré, a porté sur 25 entreprises agricoles des secteurs du porc (naisseur-finisser), du lait, du poulet à griller, des grandes cultures et de l'acériculture.

Selon le rapport publié en octobre 2010, l'audit énergétique peut s'avérer un bon investissement pour les entreprises de la plupart des secteurs de production. Seuls les secteurs des grandes cultures et de l'acériculture, qui sont parmi les plus grands consommateurs d'énergie, requièrent l'intervention d'experts spécialisés afin d'évaluer l'efficacité énergétique des équipements en place.

Plus précisément, l'étude montre que l'entreprise peut espérer des économies annuelles variant de 700 \$ à 1 900 \$ selon les secteurs. Pour obtenir cette réduction de facture, l'entreprise doit investir la première année entre 300 \$ et 3 500 \$, somme à laquelle s'ajoute le coût d'un audit, soit environ 1 400 \$.



Prêt à économiser?

Le prêt écoénergétique Desjardins a été créé à l'intention des entreprises des secteurs commercial, industriel et agricole désirant moderniser leurs équipements et leurs bâtiments afin de réduire leur facture d'énergie et de contribuer à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

Les projets doivent être admissibles au soutien financier de la part des autorités gouvernementales et des distributeurs d'énergie tels que Hydro-Québec et Gaz Métro.

Caractéristiques

- Période d'amortissement, conditions et termes du remboursement déterminés selon l'estimation des économies à réaliser à la suite de vos travaux d'efficacité énergétique.
- Financement jusqu'à 100 % du coût des travaux.
- Possibilité de moratoire sur le remboursement en capital pendant la période de réalisation des travaux.
- Remise équivalente à 50 points de base sur le solde du prêt au 31 décembre de chaque année.

Avantages

- Permet de financer des projets qui améliorent l'efficacité énergétique sans affecter votre fonds de roulement.

- Augmente, après les travaux, la rentabilité et la valeur de votre entreprise.
- Contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de votre entreprise.

Obtenir le prêt: une démarche simple

Pour faire la demande d'un prêt écoénergétique, il suffit de communiquer avec votre conseiller à la caisse ou le directeur de comptes du centre financier aux entreprises (CFE) qui vous informera des programmes admissibles d'Hydro-Québec, de l'Agence de l'efficacité énergétique ou du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Ali-

mentation du Québec (MAPAQ). Autrement, vous pouvez déposer une demande de subvention auprès de l'un de ces organismes reconnus, obtenir la confirmation et communiquer ensuite avec votre caisse ou votre CFE.

Le saviez-vous?

Hydro-Québec, Gaz Métro ainsi que le Fonds en efficacité énergétique ont de multiples programmes de subventions en matière d'efficacité énergétique. Pour plus d'information :

www.desjardins.com/fr/entreprises/solutions/financement/pre-ecoenergetique.



Le guide La gestion des affaires sous un nouveau climat de la Fondation David-Suzuki propose des solutions concrètes à toute entreprise soucieuse de diminuer ses effets sur les changements climatiques et même de devenir carboneutre. Les solutions recommandées s'inspirent de l'expérience vécue de plusieurs entreprises canadiennes engagées dans cette voie. Comme Desjardins a contribué à la version française de ce guide, vous pouvez le télécharger gratuitement à l'adresse : www.desjardins.com/fr/entreprises/projets/pratiques-affaires-durables/conseils-affaires-durable/.

Horizon économique

Par Joëlle Noreau, économiste principale, Mouvement des caisses Desjardins du Québec

Même l'économie pousse à l'efficacité énergétique...

Sans vouloir tout ramener à l'économie, il faut admettre qu'au chapitre de l'énergie il y a un beau problème d'offre et de demande. L'enjeu se situe principalement autour du pétrole et du gaz naturel. Au cours de la décennie 2000-2010, la demande a augmenté plus rapidement que l'offre en raison du développement rapide des pays en émergence comme la Chine, l'Inde et ceux du Moyen-Orient. Depuis dix ans, les prix ont grimpé très rapidement. De l'année 2000 à 2011, ils ont, en moyenne annuelle, augmenté de plus du triple (de 30 \$US à 98 \$US – prévisions 2011 – pour le West Texas Intermediate).

Si l'on fait la comparaison avec l'année 1990 (environ 19 \$US), les prix ont quadruplé. La tension est palpable : si la demande peut s'accroître à grande vitesse, il peut s'écouler sept à dix ans avant la découverte d'un gisement et sa mise en exploitation. Cette situation nourrit la crainte d'une pénurie qui, à son tour, alimente les hausses de prix.

Dans les circonstances, les utilisateurs d'énergie cherchent des solutions de rechange au pétrole et au gaz naturel et souhaitent réduire la quantité qu'ils consomment. C'est là qu'entre en jeu la recherche d'efficacité énergétique. On a multiplié, ces dernières années, les

initiatives et les travaux pour y parvenir. Cette quête ne fait que commencer : continuité et efficacité riment ensemble. Pour survivre, les entreprises devront y accorder de plus en plus d'importance. Ce n'est plus une option, c'est une obligation. La pérennité de la planète et la concurrence accrue sont deux aiguillons puissants qui propulseront la recherche d'efficacité énergétique dans les entreprises au cours des prochaines années.

Quand productivité rime avec santé



Photo : iStockphoto

D'ici 2050, la population de la Terre devrait augmenter de 50 % et atteindre environ 9 milliards d'habitants. Pour nourrir tout ce monde, il faudra doubler la capacité mondiale de produire des aliments. Le défi est lancé à tous les producteurs agricoles !

PAR GILLES DROUIN

« Toutefois, prévient Michel Fortin, président et chef de la direction de Prevtect microbia, l'empreinte écologique de la production alimentaire ne peut s'accroître de plus de 30 %. Cela signifie que nous ne pouvons pas augmenter notre utilisation de la terre, de l'eau et des ressources en général de plus de 30 % pour répondre à cette demande accrue. »

Quelle est la solution? « Il faudra être en mesure d'améliorer la productivité de l'industrie agroalimentaire afin de combler la différence, répond Michel Fortin. Seuls de meilleurs rendements des cultures et de l'élevage et, surtout, une série d'innovations permettront de remplir cette mission. »

Des productions saines

Prevtect microbia est une entreprise de Saint-Hyacinthe fondée par les microbiologistes John M. Fairbrother et Éric Nadeau. Elle se spécialise dans la mise au point de produits biologiques, comme des

vaccins, pour améliorer la santé et la productivité des animaux. Elle a mis en marché un vaccin administré par voie orale, le Coliprotec, qui contribue à prévenir la diarrhée post-sevrage causée par la bactérie *E. coli* chez les porcs.

Au cours des 20 ou 25 prochaines années, Michel Fortin anticipe entre autres une forte demande pour les produits pouvant contribuer à augmenter la production animale. « Selon moi, précise-t-il, deux axes seront privilégiés : la santé de l'animal et sa productivité. »

L'équation « animal en santé et productivité » est bien connue. Tout producteur sait qu'un animal malade connaît une croissance plus lente et une moindre production, de lait, par exemple, sans oublier les frais liés aux soins. « Même avec un animal sain, poursuit-il, il faudra aussi trouver les moyens de le rendre plus productif. On cherchera alors des moyens d'obtenir plus de lait, plus de viande, plus d'œufs, une croissance plus

rapide, un meilleur taux de conversion alimentaire pour moins d'intrants et ainsi de suite. »

La situation est la même du côté de la production végétale. En bref, il faudra obtenir des rendements supérieurs, grâce à des plants à croissance rapide, plus résistants aux maladies et aux insectes, mieux adaptés à toutes sortes de conditions climatiques. Il faudra créer des cultivars qui donneront plus de grains, plus de fruits et plus de légumes.

La piste génétique

Dans les deux cas, il est impossible d'écarter la piste génétique. « La génétique jouera forcément un rôle crucial dans cette quête d'une meilleure efficacité, croit Michel Fortin. Toutefois, il serait préférable que le tout se déroule dans la plus complète transparence, que les canaux de communication soient bien ouverts entre les entreprises biotechnologiques, les producteurs agricoles, les transformateurs et les consommateurs. »

« C'est une illusion de penser que nous répondrons à la demande grandissante mentionnée plus tôt sans avoir recours à des organismes génétiquement modifiés (OGM), poursuit le président de Prevtect microbia. Pour favoriser l'acceptation de cette technologie, les entreprises doivent jouer cartes sur table, sinon il y aura forcément un braquage de l'opinion publique. »




Fortin Michel

animale

En ce qui concerne les maladies, en général, il vaut toujours mieux prévenir que guérir. En matière de prévention, les producteurs peuvent investir d'abord et avant tout dans de bonnes pratiques de gestion sanitaire de leur établissement. Comme pour les humains, l'hygiène et la salubrité constituent un premier rempart face aux maladies. Dans le cas des productions animales, il sera sans doute nécessaire d'ajouter des contrôles de biosécurité, comme c'est déjà le cas dans certaines productions porcines, pour ne donner qu'un seul exemple. « Il y a eu énormément de progrès dans l'industrie porcine au cours des dix dernières années », estime Michel Fortin.

Comme chez les humains, les vaccins joueront un rôle important dans la prévention des maladies animales. Michel Fortin a l'air de prêcher pour sa paroisse, mais il est tout de même indéniable que la vaccination peut contribuer à réduire l'utilisation abusive des antibiotiques et à faire reculer certaines maladies. « Il y a des abus évidents dans l'usage des antibiotiques, estime Michel Fortin. Toutefois, ils sont essentiels dans le cas où un animal est vraiment malade et lorsque le diagnostic indique que l'injection d'un antibiotique est le remède adéquat. »

Comme produit biologique de prévention, le vaccin redonnera à l'antibiotique sa vraie place thérapeutique. « La mise au point d'un nouveau vaccin est cependant un processus très long, coûteux et rigoureusement réglementé, prévient Michel Fortin. Ce long cheminement est nécessaire car il faut toujours avoir en tête la sécurité et l'innocuité du produit. »

Michel Fortin rappelle que l'industrie de la santé animale est intimement liée au monde agroalimentaire. « Environ 60 % des produits de santé animale sont destinés au marché des animaux de ferme, donc des animaux qui finiront éventuellement, sous une forme ou une autre, dans notre assiette, remarque-t-il. L'industrie agroalimentaire exprime donc ses propres besoins, lesquels correspondent aussi à ceux qui sont exprimés par les consommateurs. Le tout influence et influencera forcément les orientations des entreprises actives en santé animale au cours des prochaines années. » 

Vos porcs sont-ils heureux ?

Comment sait-on qu'un animal est heureux? La question semblera loufoque à plusieurs. Toutefois, quand le bonheur des animaux de ferme devient un critère d'achat pour des consommateurs, il est peut-être préférable d'y voir la possibilité d'ajouter de la valeur au produit.

Le Centre québécois de valorisation des biotechnologies (CQVB) a publié *Bio-Tendances* sur le bien-être animal. Le document *Les audits et les programmes d'évaluation du bien-être des porcs* présente les programmes d'évaluation qui existent en Amérique du Nord et en Europe afin d'informer les consommateurs sur les conditions d'élevage du porc qu'ils mangent. *Partenaires* vous présente un résumé de cette publication.

De façon générale, le bien-être animal correspond à l'élimination de toute souffrance inutile, que ce soit pendant l'élevage, le transport ou l'abattage. Il est démontré qu'une manipulation adéquate des porcs lors de ces deux dernières étapes améliore la qualité de la viande.

Tous les programmes d'évaluation, dont certains permettent l'obtention d'une certification et d'une étiquette, reposent en tout ou en partie sur trois types de mesures pour évaluer le bien-être d'un animal :

- les ressources disponibles et l'environnement (nombre d'abreuvoirs, ventilation, provision en paille, etc.);
- la régie (registre de santé, protocole d'euthanasie, formation à la manipulation des animaux, etc.);
- les animaux (condition de la chair, blessures, comportements, etc.).

Les programmes

En 2006, le Conseil canadien du porc a conçu un outil d'évaluation nommé *Le bien-être animal en action* (BEA). Le premier objectif du BEA est de faire l'éducation des producteurs sur le soin des animaux. Il comporte une vérification par une tierce partie et repose sur plusieurs codes de pratiques d'élevage publiés par le Conseil.

Toujours au Canada, la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (SPCA) de la Colombie-Britannique a rendu public un programme de certification dès 2002 (BC SPCA Certified). Ce programme inclut également les vaches laitières et les poules pondeuses. Toutefois, moins de 1 % de la production porcine de cette province est ainsi certifiée.



Aux États-Unis, les producteurs s'appuient principalement sur le Pork Quality Assurance Plus (PQA Plus), un outil éducatif destiné aux producteurs. Ce programme met l'accent sur la sécurité animale et le bien-être animal. Il est comparable au programme BEA et près de 64 % du cheptel porcine américain est produit sous cette certification relativement facile à respecter.

Un autre programme de l'American Meat Institute établit des critères pour la sortie du transport et l'abattage de plusieurs animaux, dont le porc. Enfin, un troisième programme, très exigeant, est sous la gouverne de l'Animal Welfare Institute depuis 2006 et permet d'obtenir une certification et un étiquetage pour plusieurs animaux, dont le porc.

L'Europe compte également trois programmes. Le Bristol Welfare Assurance Programme (Royaume-Uni) et le Freedom Food (Royaume-Uni), tous deux mis en place sous la gouverne de la SPCA britannique, reposent sur un audit externe exigeant. Plus de 21 % de la production porcine de ce pays est certifiée Freedom Food.

Enfin, depuis 2004, 44 établissements (surtout des universités) de 13 pays européens et de 4 pays d'Amérique latine ont mis en place un programme qui comprend des mesures prises directement sur l'animal et un souci d'uniformiser les observations.

Les normes et les critères mis de l'avant par ces programmes pourraient être avantageux pour les producteurs qui désirent rassurer les consommateurs. Pour l'instant, tous sont adoptés de façon volontaire. Toutefois, selon le document du CQVB, il faut s'attendre à une uniformisation des normes et à des exigences plus strictes.

Pour d'autres informations: www.cqvb.qc.ca.